

En Suisse, la politique drogue s'est arrêtée au milieu du gué

Les dangers d'une politique qui a renoncé à s'attaquer au marché

Par Jean-Félix Savary, secrétaire général du GREA

Novembre 2011

Introduction

Le 30 novembre 2008, le peuple acceptait enfin la politique des 4 piliers. C'était l'ancrage définitif du concept de réduction des risques dans la législation suisse. Cette étape importante mettait fin à une polarisation du système politique qui a prévalu sur cette question pendant une trentaine d'années. A peine trois ans plus tard, où en sommes-nous ? Le consensus obtenu en 2008 se traduit-il par une accalmie sur le sujet sensible des politiques drogues ?

Il faut bien avouer que non. A Lausanne, mais surtout à Genève, la question « drogues » refait surface. Loin des polémiques sur l'abstinence faussement opposée à la réduction des risques, c'est maintenant le « deal en ville » qui fait les gros titres. Doit-on s'en préoccuper ? Oui. La population excédée par ce phénomène a besoin de repères, pour comprendre ce qui se joue et quelles sont les possibilités d'action. Aujourd'hui, nous aurions tort de nous désintéresser de ces débats sur le marché. Le risque est grand qu'un discours simpliste sur les politiques trop « laxistes » prenne le dessus. De plus, vu du grand public, la différence entre le deal et les mesures socio-sanitaires reste ténue. Il existe donc un danger réel de voir la question sécuritaire du marché provoquer un renversement de l'opinion publique sur le modèle des 4 piliers.

Santé publique et ordre public : un binôme indissociable

L'ancrage des 4 piliers dans la loi demeure une avancée majeure de la politique suisse en matière de drogues. Nous ne devons cependant pas oublier que le projet initial comprenait également l'épineuse question de la réglementation du marché. En 2001, le Conseil fédéral proposait d'ailleurs aux Chambres fédérales un projet « intégré », avec un volet sociosanitaire (4 piliers) et un volet criminalité (réglementation du marché du cannabis). Cette vision « globale » faisait alors l'objet d'un compromis entre les quatre partis gouvernementaux. Il s'agissait de s'attaquer aux problèmes, tels qu'ils se donnent à voir pour la population : les scènes ouvertes, le deal, les délits, les maladies et les difficultés sociales. Cet ensemble constitue la « politique drogues » pour le grand public. Tous ces éléments sont intrinsèquement liés et il est vain de vouloir dissocier les problèmes.

Néanmoins, c'est ce qui va se passer en 2004. Suite aux échecs répétés du Conseil national, la réglementation du marché du cannabis (légalisation) est sacrifiée pour sauver le modèle des 4 piliers. Deux processus distincts voient alors le jour. D'un côté, l'ancrage législatif d'une Loi sur les stupéfiants (LStup) « light », centrée sur la santé publique, et de l'autre, la poursuite du débat sur le marché des drogues. Dès ce moment-là, les problématiques sociosanitaires et les aspects de sécurité ne progressent plus ensemble. Si ce choix pragmatique se justifie, notamment au vu du résultat d'une LStup plébiscitée par le peuple (68% de oui en 2008), cette situation a également des

conséquences fâcheuses. Le débat sur la légalisation des drogues, seule solution pour réglementer le marché, n'a en effet pas avancé d'un pouce.

Le débat sur la réglementation du marché (prohibition vs légalisation), deuxième volet des législations drogues, a ainsi progressivement été abandonné. Des revers successifs ont dissuadé les acteurs du domaine de reprendre cette question. La LStup reprenant en grande partie les principales revendications des acteurs sociosanitaires, du mouvement, nous passons donc à l'immobilisme.

Mais peut-on vraiment se permettre de rester statique ? La réponse est « non ». Il nous reste à définir un chemin pour traiter la question de l'offre. On le voit aujourd'hui, la LStup actuelle ne répond pas à ce problème. Ces solutions, nous devons les construire en repartant de la base, avec les quartiers, les communautés, les commerçants, les communes, et bien sûr les intervenants de première ligne de l'espace public que sont la police et le travail hors-murs. L'esprit initial des 4 piliers, fait de collaboration et d'humilité, ne saurait être quelque chose d'agréable ou de reposant.

Le deal et l'espace public : émergence d'un nouveau problème politique

L'espace public, en partie soulagé des problèmes de consommations de drogues injectables, occupe aujourd'hui toute l'attention dans les grandes villes romandes, en premier lieu à Genève. Le deal occupe désormais tout l'espace. Le succès du travail mené sur le terrain depuis vingt ans a progressivement réduit la visibilité des problèmes de consommations, mais pas ceux du deal. Le combat pour la dignité humaine, pour le maintien du lien social et d'une certaine paix sociale a atteint les consommateurs, pas le marché. L'impact sur la sécurité est réel ! Comme le montre les nombreuses études consacrées aux sujets, la criminalité liée à la consommation a fortement chuté (cambriolage, vols à la tire, etc). Par contre, la présence quotidienne des dealers et l'accroissement des réseaux mafieux a augmenté le sentiment d'insécurité. Le dernier rapport de la police fédérale montre clairement un durcissement du marché de la drogue. « *Ces dernières années, des informations de plus en plus fréquentes indiquent qu'en Suisse, des personnes et des groupes criminels étendent le trafic d'héroïne et de cocaïne au trafic de cannabis* »¹. En augmentant la répression sur le «cannabis», nous avons provoqué une fusion de ce marché avec celui des autres produits. Par la même, nous avons augmenté la présence et la visibilité des groupes criminels organisés et donc augmenté les nuisances de réseaux violents.

Or, la visibilité est un élément tout à fait déterminant dans la mise à l'agenda politique d'un problème. Nous ne devrions jamais perdre de vue cette réalité. Ce n'est pas l'évidence scientifique qui détermine notre politique drogues, mais bien le peuple. C'est donc la capacité à toucher les gens dans leur quotidien qui est à la source de l'intérêt politique pour les drogues. Hier, le Platzspitz, aujourd'hui, les réseaux mafieux.

Avec le deal seul visible, l'accusation de « laxisme » tournée vers les dealers aura tôt fait de rattraper le dispositif d'aide. Pour le peuple, comme pour les politiciens, la

¹ Bundesamt für Polizei fedpol Bundeskriminalpolizei (2011), « Rapport de situation stupéfiants / 9. September 2011 », Bern

question de la drogue englobe le tout. Face à l'impatience de la population, il faut des réponses. Mais où trouve-t-on le courage politique pour empoigner cette question dans toutes ses dimensions ?

De nouvelles pistes

La campagne pour le « oui » à la LStup avait pour slogan « construire sur les succès ». Dans la rue, la population constate pourtant nos échecs. De savoir que l'OMS vante aujourd'hui les programmes suisses de prescription d'héroïne est une bien maigre consolation pour une population confrontée tous les jours avec les nuisances du trafic. Malgré les efforts importants entrepris pour assécher le marché de la drogue, nous n'y arrivons pas. Les problèmes de violence et de criminalité augmentent partout. Dans nos rues bien sûr, mais à plus grande échelle dans d'autres régions du monde, au Mexique, en Colombie ou en Afghanistan.

C'est d'ailleurs des pays producteurs ou de transit qu'est née une nouvelle dynamique au niveau international. Constatant l'échec de l'approche actuelle de prohibition, constatant surtout les dommages collatéraux, un groupe de personnalités s'est réuni dans la « global commission on drug policy »². Javier Solana, Kofi Annan, ou Fernando Henrique Cardoso, tous membres de la commission, se gardent bien de donner des leçons. Bien sûr, ils regardent avec intérêt du côté des nouveaux modèles, comme la légalisation. Mais leur message va bien au-delà. C'est d'abord une posture d'humilité et de courage : reconnaître que nous sommes en train de perdre la guerre à la drogue, mais reconnaître aussi que personne ne peut prétendre avoir la solution à un problème aussi complexe.

Ils nous montrent ainsi le seul chemin légitime sur les drogues, celui du questionnement. Si des succès sont obtenus ça et là, les questions posées par les dommages associés aux drogues restent ouvertes. Cet appel à un débat sans tabou sonne clair dans le ciel bouché des politiques drogues.

Fort heureusement, en Suisse aussi, un souffle de renouvellement commence à se faire sentir. Encore une fois, il nous vient de Suisse alémanique. Alors que Mme Isabelle Rochat étudie les solutions sécuritaires mises en œuvre dans le Bronx, les villes de Bâle et de Zurich se préparent à de nouvelles expériences contrôlées de réglementation du marché du cannabis. Berne et Lucerne ont annoncé qu'elles suivront également. Ces villes ne s'y sont pas trompées. Face à l'insécurité grandissante émanant de groupes criminels qui se radicalisent, la solution ne saurait être la force seule. L'exemple mexicain, et ses tragédies quotidiennes, nous le montre. Des succès retentissants sont possibles, mais la plupart du temps, ils sont immédiatement suivis d'une réorganisation des réseaux criminels. L'investissement d'un marché aussi lucratif par des groupes marginalisés n'est pas une surprise. On voit par exemple dans les banlieues françaises à quel point ce commerce est devenu une opportunité de promotion sociale, en l'absence d'autres alternatives. Avec la crise qui s'aggrave, sans parler des inégalités nord-sud, cette situation ne devrait pas s'améliorer ni à court, ni à moyen terme.

² Voir : <http://www.globalcommissionondrugs.org/>

Aujourd'hui, il est temps de revoir nos politiques drogues. Le climat est au changement. Partout, les Etats cherchent des économies potentielles et investissent de nouvelles sources de revenus. Dans de nombreux pays du monde, le système actuel est mis sous pression. En Amérique Latine, les pays tournent le dos les uns après les autres à la criminalisation de la consommation de drogues. La France connaît un débat nourri alors que les Etats plus urbains des Etats-Unis tentent par tous les moyens de trouver de nouvelles solutions. Dans ces deux derniers pays, connus pour leurs histoires prohibitionnistes, le débat porte sur le marché lui-même et la manière de l'organiser. Les forces de la sécurité, du social, de la santé et du monde politique doivent à nouveau s'allier pour défendre une vision commune, faite de répression contre le crime organisé et de réglementation progressive du marché des drogues. Une désaffection de l'Etat aurait des conséquences majeures.

Ne restons pas au milieu du gué !

Après l'adoption d'un cadre sociosanitaire qui réduit les problèmes de consommation, les Etats européens butent sur une rénovation du marché des drogues. Visible, le trafic nourrit le sentiment d'insécurité et devient une charge pour les villes. Face à cette situation inconfortable, les pouvoirs publics sont face à un choix. La solution simple consisterait à poursuivre le chemin actuel. Des opérations de police pourront peut-être déplacer le marché de quelques kilomètres. Mais au final, on peut surtout craindre un désamour grandissant des Genevois et de leur politique drogue. Dans ce scénario, les personnes toxicomanes seraient bien sûr les premières perdantes. Rendues responsables de la prospérité des réseaux criminels, leur statut risquerait de se dégrader encore d'avantage.

Avec l'ancrage des 4 piliers dans la loi, nous avons fait la moitié du chemin. Nous nous trouvons au milieu du gué. Maintenant que les risques de crue arrivent, deux choix s'offrent à nous. Nous pouvons rester immobiles face au courant qui monte et, forcément, après un certain temps, lâcher pied. Nous pouvons aussi faire preuve de courage, continuer la traversée et s'attaquer au problème du marché. De l'autre côté de la rive, avec des réseaux criminels privés de ressources et une population qui retrouve le calme auquel elle aspire, le climat pourrait enfin devenir plus favorable pour la pérennisation des dispositifs d'aide aux usagers de produit. Bloqué au milieu de la traversée, nous devons redevenir acteur du changement. Saurons-nous réagir à temps ?